

**CONSTANTINE**

# Situation explosive au complexe moteurs et tracteurs

**Faute de marchés, le CMT de Constantine (Complexe de moteurs et tracteurs), fleuron de l'industrie mécanique en Algérie du temps de l'industrialisation et du plein emploi, risque de mettre la clé sous le paillason d'ici la fin de l'année en cours et de livrer un millier d'ouvriers au chômage.**

Le conseil d'administration de cette usine, dans un ultime recours, a décidé d'appliquer le régime du temps partiel et de réduire de moitié le temps de travail pendant les trois mois à venir pour économiser sur la masse salariale (2 milliards de centimes environ), afin de s'assurer, selon son P-dg, Mohamed-Kamel Djamaâ, un semblant d'équilibre financier, de gagner du temps pour voir clair et de chercher des marchés en minimisant les pertes.

Une décision qui n'est pas du goût des travailleurs et de leurs représentants, lesquels appréhendent cette mesure, puisque, selon eux, l'administration prépare plutôt la fermeture du complexe.

Ces derniers qualifient de «liquidateur» l'actuel patron de leur entité industrielle et accusent de n'avoir rien fait de positif depuis qu'il a été nommé à la tête de la direction en 2006 et ne peut, de facto, trouver une issue à cette crise en si peu de temps.

«Au lieu de développer l'activité commerciale, il a décidé d'arrêter la production, puis de réduire le temps de travail pour équilibrer le budget. C'est du bricolage ! En tout cas, celui qui n'a pu écouler un stock de 2 000 tracteurs en 3 ans ne peut trouver de marchés porteurs en

3 mois», a souligné un syndicaliste. Néanmoins, l'administration, qui multiplie ces jours-ci les manœuvres aussi bien en Algérie qu'à l'étranger, selon son P-dg, notamment en Afrique, à la recherche de marchés, compte en fait sur la relance rapide du leasing (location-vente) du matériel agricole fabriqué localement, gelé depuis la mi-août dernier sur décision gouvernementale suite à la mise en liquidation de la Salem (Société algérienne de leasing mobilier). Une pratique qui a été depuis déléguée à la Badr (Banque de l'agriculture et du développement rural).

En tout état de cause, cela ne va pas reprendre de sitôt parce que le groupe chargé par le gouvernement d'élaborer des recommandations pour une nouvelle politique de leasing ne rendra compte qu'à la fin d'octobre et le statu quo durera encore plusieurs mois.

«Avant la mise en liquidation de la Salem, nous vendions en moyenne 100 tracteurs par mois. Bien évidemment, à ceux ayant les moyens de payer cash notre produit (150 millions de centimes) parmi les agriculteurs qui bénéficient d'une remise de 25% dans le cadre du dispositif d'aide aux agriculteurs, et la Salem servait de

relais, ou à d'autres entrepreneurs. Cependant, cette banque n'avait pas joué correctement son rôle en faveur des petits agriculteurs, auxquels le dispositif en question offrait la possibilité de s'approprier ce matériel au bout du paiement d'un prêt sur une durée de 5 ans.

C'est ce qui explique la mévente des 2 000 tracteurs fabriqués en 2006 pour répondre aux besoins du programme de mécanisation de l'agriculture. Nous espérons que le gouvernement ne tardera pas à remettre ce dispositif en œuvre», avance M.Djamaâ.

M.Djamaâ a, enfin, confié que son service commercial travaille, actuellement, sur la «conquête» de certains marchés en Afrique, une acrobatie qui vise, d'après lui, à sauver l'usine. «Notre produit offre plusieurs avantages comparatifs : le tracteur du CMT est robuste, maniable, facile à entretenir et surtout ne coûte pas cher.

Malheureusement, nous ne savons pas vendre. Nous n'avons pas songé auparavant à développer notre filière export. Cette activité est toute une culture, tout un savoir-faire qu'il faut acquérir», a regretté ce responsable qui a indiqué qu'il a envoyé deux tracteurs au Soudan pour homologation.

Ces deux tracteurs, qui subiront les tests pendant tout un mois, ne seront acheminés au Soudan qu'à la fin du mois en cours. Cependant, le CMT devrait gagner un autre pari sur le marché local, celui de la

commercialisation des pièces de rechange de ses produits. Cette activité n'était pas inscrite parmi les priorités du CMT, qui ne fabriquait que les pièces indispensables au montage. Un état de fait qui a favorisé, selon M. Djamaâ, la prolifération de pièces de rechange provenant des ateliers asiatiques. Aussi, c'est un autre marché à conquérir, de l'aveu même de M.Djamaâ.

Peut-il vraiment faire concurrence au Chinois dans leur espace vital qu'est le Soudan alors qu'il trouve difficile de les concurrencer sur le marché local ?

En tout cas, la chaîne de montage est à l'arrêt depuis juillet 2007. L'activité au complexe a été réduite à l'entretien des tracteurs et la fabrication d'un certain nombre de pièces de rechange. Une activité qui ne règle pas le problème pour une usine dont le seuil de rentabilité avoisine 1 800 tracteurs/an. Neuf milliards de centimes, tel est le montant des pertes enregistrées à la fin de 2007. Une situation qui risque de s'aggraver cette année.

Il convient de noter que les capacités de production du CMT s'élèvent à 5 000 tracteurs/an. Le stock du CMT est composé actuellement de 700 tracteurs.

En conclusion, la sauvegarde de cette entité industrielle s'impose, parce que le fait de pousser 1 000 pères de famille au chômage plongera fatalement la région dans le chaos.

**Lyas Hallas**

## PÉTROLE L'euphorie des Bourses booste les cours

Les cours du pétrole se sont raffermis, hier, à plus de 100 dollars, dopés par l'euphorie des marchés boursiers.

A Londres, le baril de Brent (livraison en novembre) s'échangeait à 97,40 dollars, en hausse de 2,21 dollars par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de light sweet crude (livraison en octobre) valait 100,37 dollars, soit 2,49 dollars de plus.

Selon les experts, les cours du pétrole se raffermiraient hier dans le sillage des autres matières premières et après une remontée sans précédent des marchés d'actions dans le monde.

A l'instar des banques centrales mercredi et du Trésor américain qui a décidé hier de garantir les actifs des fonds monétaires, les régulateurs boursiers sont passés à l'offensive pour endiguer la crise financière internationale, une mesure accueillie avec enthousiasme par l'ensemble des Bourses mondiales. L'Autorité des services financiers (FSA) de Londres a interdit jusqu'à la mi-janvier la vente à découvert — une pratique spéculative ayant aggravé la panique — sur les actions financières (banque et assurance). Elle a été imitée hier matin par ses homologues américaine, française et irlandaise.

Les principaux indices boursiers européens gagnaient 5 à 6% en fin de matinée. A Londres, le Footsie gagnait près de 8%. Auparavant, l'Asie avait également été gagnée par l'euphorie avec des hausses de près de 10% à Shanghai et Hong-Kong. Depuis le début de la semaine, les cours du pétrole sont embarqués dans les remous de la crise financière qui ébranle les banques de Wall Street et de la City londonienne, et ils sont davantage dictés par la perception du risque financier que par l'offre et la demande.

En début de semaine, les cours sont tombés en chute libre (sous 89 dollars à Londres) alors que les investisseurs liquidaient leurs actifs pour chercher de l'argent frais. Mercredi, la tendance s'est inversée et les cours ont regagné 6 dollars, à la faveur d'une affluence des fonds vers les matières premières, perçues comme des valeurs refuge.

Jeudi, le pétrole a terminé quasi stable jeudi, au terme d'une séance à nouveau très volatile au cours de laquelle il a dépassé 102 dollars à New York.

Les analystes estiment que «dans l'ensemble, les cours du pétrole sont encore soutenus par des fondamentaux solides, malgré une décélération de la croissance de la demande pétrolière, en raison du ralentissement économique mondial cette année».

Parmi les facteurs contribuant à soutenir les cours, la situation du Nigeria, second producteur de brut africain, où le principal groupe armé du sud du Nigeria, le Mend, a affirmé avoir détruit jeudi soir un «important oléoduc» appartenant au géant du pétrole anglo-néerlandais Shell. Par ailleurs, le directeur des marchés du pétrole à l'Agence internationale de l'énergie (AIE), a soutenu hier l'idée qu'un juste prix du pétrole pour les producteurs et les consommateurs se situait autour de 80 dollars le baril.

**C. B. / Agences de presse**

## LA RENTRÉE SCOLAIRE COMPROMISE À DRARIA

# Un lycée fermé et des élèves ballottés d'un établissement à un autre

**Les parents d'élèves de Draria vivent un véritable cauchemar depuis la rentrée scolaire. Ils dénoncent ainsi le manque d'établissements scolaires pour une daïra qui compte 70 000 habitants.**

**F.-Zohra B - Alger (Le Soir)** - « Nous avons appris avec étonnement et tristesse la décision du détournement du lycée nouvellement construit à Draria (chemin des Crêtes) et qui devait ouvrir ses classes de manière officielle pour accueillir nos enfants lors de la rentrée scolaire 2008-2009», s'indignent les parents d'élèves. Ils expliquent ceci par le fait que le lycée qui a accueilli les élèves du secondaire au mois de janvier dernier a fini par fermer ses portes pour cette rentrée et les lycéens ont été réorientés vers l'unique établissement secondaire de Draria.

Cette situation est rejetée par les parents qui évoquent une surcharge des classes. Mais surtout ils ne comprennent pas la décision de fermeture du nouveau

lycée. Ceci d'autant que les maints courriers adressés au ministère de l'Education nationale et aux autorités locales sont restés sans réponse, selon les membres de l'association.

Ces derniers mettront en outre l'accent sur le fait que l'unique lycée de la localité n'arrive plus, depuis des années, à prendre en charge l'ensemble des demandes d'inscription des élèves de Draria, localité dont le nombre d'élèves s'accroît à une vitesse vertigineuse. « Nous refusons que l'établissement soit détourné et nos enfants pénalisés. La rumeur dit que l'établissement servira d'annexe universitaire, nous ne sommes pas contre la dotation de notre ville d'une telle annexe mais nous refusons d'être mis devant l'obligation soit de faire inscrire nos enfants en dehors de leur commune soit de les mettre dans des classes surchargées de 50 élèves. Les deux situations sont antipédagogiques», expliquent les parents d'élèves de Draria. Craignant que la rentrée de leurs enfants ne soit

compromise en raison du manque d'établissements, les parents dénoncent les difficultés vécues aussi par les collégiens qui font également face au manque d'établissements. De ce fait, le CEM des Crêtes expliquent les membres de l'association des parents d'élèves, est passé de 900 élèves à 1430 et 18 classes de première année moyenne après le passage des élèves de sixième et cinquième année. «Ceci alors que le CEM du centre-ville n'a pas reçu un nombre important d'élèves. Et la solution que les autorités de tutelle ont trouvée c'est de vider l'école primaire d'à côté pour y envoyer les élèves du moyen. Chose que les parents d'élèves des petites classes ont refusée. Ils occupent depuis la rentrée la cour de l'établissement. C'est un cercle vicieux où nos enfants sont pris en otages face au bricolage», s'indignent les membres de l'association qui menacent d'aller vers une action de protestation dès cette semaine.

**F.-Z. B.**